

# Les ONG demandent un plan européen contre la pauvreté

**BRUXELLES** Le taux de pauvreté n'évolue guère au sein de l'Union européenne. Pour les ONG sociales, il est temps que les autorités communautaires prennent le problème à bras-le-corps.

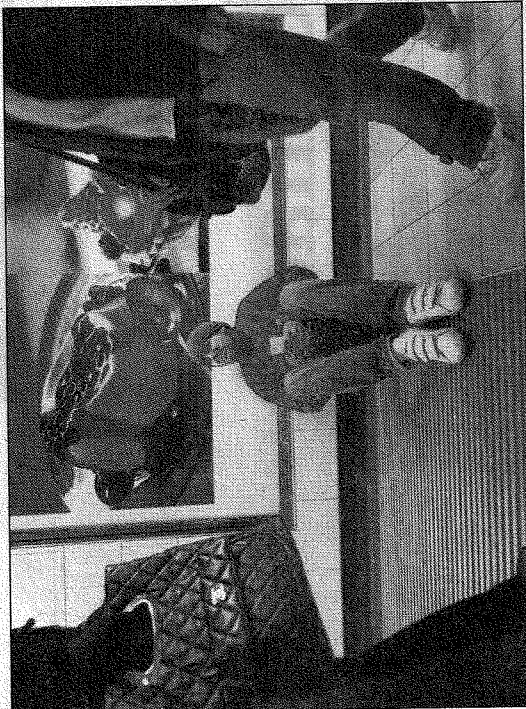
Le Réseau européen de Lutte contre la Pauvreté (EAPN), une coalition d'une quarantaine de réseaux européens d'ONG sociales, exige une nouvelle stratégie européenne globale, sociale et durable basée sur les droits fondamentaux. Cette revendication intervient dans le cadre de l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Il demande notamment la tenue d'un conseil européen extraordinaire sur la pauvreté, avec une déclaration des chefs d'Etats et de gouvernements soutenant que la lutte contre la pauvreté est l'une des principales priorités de l'agenda européen.

péenne focalisée sur la croissance, l'emploi et la libéralisation du marché».

«Ces dix dernières années ont été trop axées en Europe et en Belgique sur l'économie, avec des politiques d'activation du travail, au détriment du développement durable et du social. L'Europe doit redevenir sociale», a déclaré Paul Værnevyck, coordinateur du Réseau belge de lutte contre la pauvreté.

Selon Eurostat, aucune diminution majeure du risque de pauvreté n'a été enregistrée depuis l'an 2000. D'après des experts européens en nutrition réunis en congrès en août 2009, 30 millions de personnes sont sous-alimentées au sein de l'Union. Environ 17% des habitants des 27 pays membres de l'Union européenne sont d'ailleurs menacés de pauvreté, les enfants et les personnes âgées étant les plus en danger, et 10% de la population n'a pas les moyens de chauffer convenablement son domicile. ■



L'EAPN souhaite des avancées en matière de revenu minimum adéquat, avec l'élaboration d'une directive-cadre européenne. Enfin, il revendique un engagement pour l'éradication du «sans-abrisme» de rue.

L'EAPN rappelle que la pauvreté ne se limite pas à un manque de ressources financières mais englobe également les notions de précarité, d'injustice ou de déni de droits. Les ONG s'inquiètent de «la stratégie actuelle euro-